

Mortagne sur Sèvre, le 03 janvier 2008

**ARCEP**  
7, Square Max Hymans  
**75730 PARIS** Cedex 15

Madame, Monsieur,

La SAS COGELEC, créée en Septembre 2000, s'est concentrée sur la conception et la fabrication de produits de contrôles d'accès VIGIK destinés à l'habitat collectif. Aujourd'hui nous sommes l'un des leaders sur ce marché ; adhérent au GIMES, nous participons aux réunions VIGIK organisé par le CNMIS et nous disposons d'une voix dans le collège « Industriels titulaires de la marque VIGIK ». C'est à ces titres que nous répondons à votre questionnaire.

**Question 1.**

*Quels commentaires ou informations complémentaires souhaitez vous apporter à cette description ?*

Toutes les centrales de contrôle d'accès VIGIK intègrent deux modes de fonctionnement. L'un destiné aux résidents de l'immeuble, pour qu'il puisse déverrouiller la porte d'entrée et les portes intérieures (parties commune de l'immeuble), ce contrôle d'accès n'est pas standardisé et est incompatible entre constructeurs ; l'autre, le contrôle d'accès VIGIK, compatible entre fabricants, permet aux prestataires de services d'entrer dans les immeubles.

Pour le propriétaire de l'immeuble, la gestion des accès résidents est très différente de la gestion des accès prestataires.

La différence entre ces deux modes de fonctionnement est fondamentale. Dans le cas du contrôle d'accès résidents, le gestionnaire gère directement les clés électroniques des locataires/propriétaires, le plus souvent, sans avoir besoin d'accéder physiquement aux centrales. La gestion ce fait depuis un PC, il a une grande lisibilité de tous les accès sur son patrimoine et peut modifier à sa guise, les droits de chacun.

Le gestionnaire reste maître chez lui.

Pour la gestion des accès VIGIK, ce sont les prestataires eux-mêmes qui gèrent les clés électroniques, néanmoins, le gestionnaire doit mémoriser dans les centrales, les services qu'il souhaite autoriser. C'est là que le gestionnaire rencontre une difficulté importante, il doit accéder physiquement à chaque centrale pour autoriser un nouveau prestataire. Il n'y a pas de centralisation des services et le gestionnaire peut avoir une très mauvaise visibilité des accès prestataires sur son patrimoine.

Depuis la création du standard VIGIK (cela fait plus de 10ans) le contrôle d'accès prestataire n'a jamais évolué à la différence du contrôle d'accès résidents qui cherche sans cesse à répondre aux besoins des gestionnaires.

Les fabricants de matériel de contrôle d'accès VIGIK ont essayé de pallier, tant faire ce peut, à l'administration contraignante des centrales pour satisfaire leurs clients, en programmant une partie des données en usine. Historiquement :

- Les premières centrales VIGIK ont été vendues sans aucun service préchargé, l'insatisfaction des gestionnaires a été instantanée, les centrales étant à leurs yeux non fonctionnelles (le facteur ne pouvait pas accéder aux boîtes aux lettres).
- Les fabricants ont donc décidé (sans concertation entre eux) de précharger des services VIGIK. Les centrales mises en vente aujourd'hui intègrent au moins les services « La Poste service universel », « La Poste autre service », « EDF-GDF » et « France Télécom ». Ces services sont actifs dès la mise sous-tension des centrales.
- Enfin, dans un troisième temps et pour simplifier au maximum le travail des installateurs et éviter tout erreur de paramétrage, les centrales sont en général mises à l'heure et à la bonne date en usine.

Aujourd'hui l'installateur n'a plus qu'à câbler les centrales pour qu'elles soient fonctionnelles et qu'elles permettent aux employés de LA POSTE, EDF-GDF et de France Télécom d'entrer dans les halls.

L'arrivée de nouveaux prestataires concurrents des ces anciens « institutionnels historiques », remet en cause ce schéma.

**Question 2.** *Quelles sont les caractéristiques opérationnelles d'une activité qui justifient un accès natif ? A quelles activités, la pratique des codes natifs pourrait-elle / devrait-elle être réservée ?*

Fabriquer des centrales sans service VIGIK résoudrait les problèmes de concurrence entre opérateurs. En effet à chacun de prendre contact avec les gestionnaires à chaque nouvelle installation pour y mémoriser son service.

Pour le parc déjà installé, les nouveaux prestataires pourraient de la même façon ajouter leurs services mais avec un coût financier que les anciens opérateurs historiques non jamais supportés. VIGIK est un standard d'interopérabilité matériel et ne définit pas les modalités de gestion des services. Rien n'interdit aujourd'hui aux différents acteurs concernés (historiques et non historiques) de mettre en commun les moyens financiers pour que le parc existant soient mis à jour et cela sans intervention du gestionnaire de la marque VIGIK.

Mais la livraison de centrales vierges serait un frein au déploiement de VIGIK. Le risque serait grand que les donneurs d'ordres s'en détournent et ne s'équipent plus que de centrales ayant seulement un contrôle d'accès résidents. Dans cette optique, les prestataires accèderaient aux halls à l'aides de clés pass (clés ouvrant sur tout un patrimoine avec horaires et dates de validités) fournit par les gestionnaires. La gestion des clés des prestataires reviendrait de nouveau dans les mains des gestionnaires d'immeubles.

La pérennisation de VIGIK passe par la satisfaction du gestionnaire et par l'équité entre prestataires. Les codes natifs ne peuvent répondre à ces exigences que sous certaines conditions (nous le verrons plus loin).

En tout état de cause, l'instauration de codes métiers natifs actifs (un code pour plusieurs prestataires) imposerait que la structure qui gère les droits des badges par code métier soit unique. La clé privée étant l'épine dorsale du système VIGIK, elle ne doit pas être dupliquée et elle doit être sécurisée.

La gestion centralisée garantirait au gestionnaire d'immeuble que les utilisateurs de ce code soient bien agréés et à tout moment le gestionnaire du système de chargement serait en mesure de suspendre ou de supprimer les droits d'une société qui serait indélicat (ou qui n'a plus l'autorisation d'accéder aux boîtes aux lettres par exemple). De même, un gestionnaire unique pour les chargements des badges aurait la maîtrise des jours et des plages horaires autorisés, qui pourraient d'ailleurs être différents pour les prestataires utilisant un même code métier. Les plages horaires et les jours d'accès par défauts pour les codes natifs dans les centrales étant en général très large :

Services VIGIK dans les centrales	Autorisé	L	M	M	J	V	S	D	Plage 1	Plage 2	Plage 3
La Poste Service Universel	OUI	X	X	X	X	X	X		04:00 à 23:00		
La Poste Autres Services	OUI	X	X	X	X	X	X	X	04:00 à 23:00		
EDF-GDF	OUI	X	X	X	X	X	X	X	00:00 à 24:00		
France Télécom	OUI	X	X	X	X	X	X	X	00:00 à 24:00		

Le coût de chargement d'un badge agent serait identique quelles que soient les sociétés prestataires qui utilisent le même code métier.

S'il s'avérait impossible de n'avoir qu'un gestionnaire unique par code métier, une réflexion poussée sur le couple clé privée/système de chargement devra être engagé. La connaissance par un tiers de la clé privée d'un code métier serait catastrophique, mais l'obtention frauduleuse d'un système de chargement intégrant un code métier ne serait guère mieux, car il permettrait de créer sans limite de nombre et de durée, des badges ouvrant tous les halls d'immeubles.

En résumé, un gestionnaire de système de chargement unique par code métier garantirait aux gestionnaires d'immeubles :

- Que les agents des sociétés pénétrant dans les halls sont bien «agréés».
- De n'avoir qu'un seul interlocuteur en cas dysfonctionnement sur un code métier.
- Dans les versions de centrales qui mémorisent les passages des agents en conservant, la date, l'heure, le code métier et le numéro de série du badge (qui est unique), un gestionnaire d'immeuble peut avec ces données transmises au gestionnaire du système de chargement connaître l'entreprise qui est intervenu (et si les badges sont affiliés aux salaires, il est même possible de connaître le nom de la personne qui est intervenue).
- Le coût de facturation par le gestionnaire du code métier pour le chargement d'un badge serait identique pour tous les prestataires



**Question 3.** *Quelles mesures sont à envisager pour que les porteurs et colporteurs de presse « agissant pour le compte d'une entreprise de presse ou d'une société de portage de presse, titulaire de l'autorisation prévue à l'article L. 3 du code des postes et des communications électroniques » puissent exercer leur activité ?*

Les codes métiers peuvent être la réponse à ce problème, il y a deux scénarii possibles :

1. Premier scénario : seuls les prestataires ayant des **obligations légales** peuvent bénéficier d'un code métier sous la réserve de n'effectuer pour mission, dans les immeubles, que celles définies légalement.
2. Seconde scénario : les codes métiers pourraient être attribués à des prestataires « **offrant un service indispensable aux résidents** ». Un comité de gestion des codes natifs pourrait voir le jour et définirait les critères d'éligibilités des sociétés candidates. Par exemple si le code métier « courriers adressés » était mis en place, les opérateurs ayant obtenus une licence par l'ARCEP pourrait y accéder ainsi que (en fonction des critères d'éligibilités) les sociétés de portage de presse, de livraison de colis etc... Avec la création d'un comité de gestion des codes natifs (à voir l'aspect légal d'une telle entité) différents codes métiers pourrait être mis en place en fonction des besoins des prestataires des gestionnaires et des résidents.

Dans tous les cas de figure, il ne faut pas que le code métier apparaisse pour un gestionnaire d'immeuble comme un cheval de Troie. Les prestataires utilisant l'un de ces codes ne doivent pas, à l'aide de ce sésame, effectuer d'autres missions dans l'immeuble. Prenons l'exemple d'un agent effectuant différentes prestations et disposant d'un accès aux immeubles grâce au code « courriers adressés », la distribution de courriers non adressés ou le relevé de compteur ne devrait pas se faire avec ce code métier.

**Question 4.** *Quelles solutions sont envisageables pour développer une pratique transparente et organisée sur les codes natifs ?*

Cette question rejoint les précédentes, cela dépend de l'ouverture que l'on veut donner aux codes natifs. Si l'on estime que seuls les prestataires ayant des obligations légales d'accès et les institutionnels devant pouvoir accéder aux halls d'immeubles ont droit à des codes natifs, alors les instances VIGIK actuelles se suffisent à elles-mêmes, à condition bien sûr de créer des règles déontologiques de façon à garantir aux gestionnaires d'immeubles que les missions effectuées soient conformes aux obligations légales d'accès des agents. Si l'on opte pour un élargissement de l'utilisation des codes natifs, il faudrait élargir les instances décisionnaires VIGIK pour que des institutionnels et des organisations représentant les résidents puissent prendre part aux décisions et que les comptes rendus soient publics. Il pourrait même être envisageable de séparer la gestion de la marque VIGIK de la gestion des prestataires VIGIK.

**Question 5.** *Comment les codes natifs des systèmes Vigik déjà installés devraient-ils être partagés ou redistribués entre La Poste, les autres opérateurs autorisés et les porteurs de presse pour respecter le principe d'accès selon des modalités identiques ?*

Avant tout, il conviendrait de vérifier si légalement les codes services sont la propriété des prestataires à qui ils ont été attribués. Leurs réattributions vers d'autres fonctions ou vers d'autres acteurs nécessitera sans doute leurs accords. De même, les gestionnaires d'immeubles qui ont installés ces centrales connaissent l'affectation et le rôle de chacun des codes services. La modification des attributions du ou des codes services nous imposerait d'avoir l'accord des gestionnaires ou à défaut que des dispositions légales soient définies.

Les services qui sont historiquement natifs chez tous les constructeurs « La Poste service universel », « La Poste autre service », « EDF-GDF » et « France Télécom » sont les seuls susceptibles d'être réutilisés sous la forme de code service ou de code métier. Les agents d'EDF/GDF ont des obligations légales d'accès basées sur l'urgence des interventions ; ce service pourrait être transformé en code métier « **Services Urgence** » qui deviendrait un moyen d'accès commun entre EDF/GDF, les pompiers et le SAMU (ce service est un des deux services présents dans les centrales ayant une validité de **24h/24h** et **7j/7j**). D'après mes informations, France Telecom n'utilise pas son code service, il pourrait être transformé en code métier « **Services Sécurité** » et permettrait à la Police et à la Gendarmerie d'intervenir plus rapidement dans les immeubles (service valable **24h/24h** et **7j/7j**). Le service actuel pour la distribution de courrier « La Poste service universel » pourrait servir de code métier pour tous les acteurs ayant une autorisation délivrée par l'ARCEP (service non actif le dimanche) et le second service de la Poste « La Poste autre service » pourrait convenir pour toutes les distributions adressées non soumises à l'ARCEP comme la distribution de la presse, de colis etc..(service actif le dimanche).

**Question 6.** *Quelles autres solutions que le partage ou la redistribution de codes natifs existants pourraient être envisagées pour permettre, un accès immédiat et sans coût, selon des modalités identiques, aux opérateurs postaux autorisés et aux porteurs de presse ?*

Pour un accès sans coût à des centrales déjà installées permettant à un nouveau prestataire d'effectuer sa mission, il ne me semble pas y avoir d'autre solution.

**Question 7.** *Dans quelles conditions les opérateurs postaux ou leurs filiales peuvent-ils utiliser leur accès natif pour d'autres activités de distribution que celles visées à l'article L.5-10 ?*

Il ne faut pas imposer de solutions aux gestionnaires d'immeubles qu'ils jugeraient opaque. Un code d'accès pour une prestation est un principe sain qui permettrait au gestionnaire de bien contrôler les accès des prestataires. N'oublions pas que le gestionnaire a toujours la possibilité de supprimer ou de suspendre un service si les prestations qui y sont liées ne lui conviennent pas ou plus.

Le contrôle d'accès VIGIK n'est pas un contrôle d'accès obligatoire, et le risque est élevé de voir le gestionnaire d'immeubles s'en détourner.

Remarque :

Dans votre questionnaire vous indiquez :

*Enfin, il a été indiqué à l'Autorité que l'usage de codes regroupant plusieurs opérateurs ayant éventuellement plusieurs activités n'exclurait pas l'identification du passage de chacune des entreprises autorisées. En effet, le système Vigik permettrait d'assurer la traçabilité des accès correspondant non seulement à un code service donné, mais aussi aux badges permettant d'identifier chaque opérateur.*

Ceci est faux, les spécifications VIGIK ne traitent pas de la traçabilité des accès. Certains modèles de centrales mémorisent la date, l'heure et le numéro de série lors des passages des badges résidants et éventuellement des accès VIGIK. Mais même celles qui tracent l'activité VIGIK ne le font pas nécessairement en associant le code du service qui a permis l'ouverture, avec le numéro de série du badge de l'agent.

Si les centrales traçaient toutes les événements VIGIK en y associant les numéros de séries des badges agents, le lien entre la société prestataire et le code métier ne pourrait se faire que si le système de chargement du code métier incriminé est unique ou centralisé (car dans ce cas, il possède la liste de tous les badges chargés, pour les différentes sociétés prestataires)



**Question 8.** Quelles sont les évolutions souhaitables de la gouvernance du système VIGIK ?

Pour que les décisions du comité VIGIK soient indiscutables, il faut que ses membres soient représentatifs du « monde VIGIK » dans sa diversité.

Il y a à ce jour 3 collèges disposant de droits de votes :

- Le collège « Industriels titulaires de la marque VIGIK » est constitué de 3 titulaires : le GIMES, syndicat de constructeur qui représente pratiquement 100% des fabricants VIGIK, et de deux constructeurs, COGELEC et FDI MATELEC qui sont actuellement les deux leaders du marché. La représentativité de ce collège est indéniable et leurs connaissances du terrain en fait des interlocuteurs privilégiés.
- Le collège « Opérateurs utilisateurs de VIGIK » comporte 3 titulaires qui sont des prestataires de services : LA POSTE, MEDIAPOSTE et EDF/GDF. LA POSTE et EDF/GDF sont des interlocuteurs de stature nationale qui utilisent abondamment les accès VIGIK, MEDIAPOSTE à ma connaissance n'utilise pas son service et de plus fait partie du groupe LA POSTE qui a déjà un représentant dans ce collège. Tous trois disposent de codes natifs actifs et il serait sûrement intéressant d'avoir un ou plusieurs représentants de sociétés ne disposant pas d'accès natifs dans ce collège.
- Le collège « Gestionnaires de biens immobiliers publics et/ou privés » comporte 3 titulaires : HABITAT TERRITOIRE CONSEIL, le SNPI syndicat national des professionnels immobiliers, et l'OPAC94. Je ne connais pas leur représentativité au niveau national.

La Poste est propriétaire du brevet VIGIK et de la marque VIGIK. Elle préside le comité de marque VIGIK (instance décisionnelle). Elle est deux fois dans le collège « Opérateurs utilisateurs de VIGIK » et c'est elle qui mandate le CNMIS pour gérer la marque VIGIK.

Toute décision contraire à l'intérêt de La Poste propriétaire ou de La Poste prestataire peut être bloquée. Le CNMIS est rémunéré pour cette prestation par La Poste, son équité et son indépendance peut être remise en cause. Il est d'ailleurs étonnant que le CNMIS ait accepté deux prestataires d'un même groupe (LA POSTE) dans le collège « Opérateurs utilisateurs de VIGIK »

Il serait souhaitable de rendre indépendant le CNMIS du propriétaire de la marque et de le rendre seulement dépendant des décisions du comité de marque. Nous pourrions envisager de modifier le schéma financier actuel pour couper le cordon ombilical entre La Poste et le CNMIS.

Les fabricants de matériels VIGIK et les prestataires ayants accès aux codes natifs pourraient devenir des « membres actifs » de la communauté VIGIK et à ce titre verser des cotisations d'adhérents au CNMIS (au prorata du nombre de systèmes VIGIK fabriqués dans l'année pour les fabricants et au prorata du nombre d'ouvertures de portes effectuées dans l'année pour les prestataires). Le CNMIS reverserait une partie des sommes récoltées au groupe LA POSTE aux titres des droits de la marque et du brevet. Le reste servant à rémunérer ses prestations et les actions décidées par le comité.

Dans ce mode de fonctionnement c'est le CNMIS qui verse des royalties à la POSTE et non plus la POSTE qui rémunère le CNMIS.

Le collège « Gestionnaires de biens immobiliers publics et/ou privés » pourrait devenir consultatif ; leurs membres ne participant pas au financement de la gestion et des travaux VIGIK. De plus, ne laisser à la charge des prestataires (les utilisateurs de VIGIK) et aux fabricants (qui sont au plus près des besoins du marché) l'avenir des évolutions de VIGIK permettrait d'orienter les travaux des commissions vers d'autre accès que les seuls accès aux halls d'immeubles (qui sont limitatifs). Le collège « Gestionnaires de biens immobiliers publics et/ou privés » pourrait devenir le collège « Propriétaires de serrure et de système de chargement VIGIK ».

**Question 9.** *Quelle(s) solution(s) pourrai(en)t / devrai(en)t être envisagée(s) pour organiser l'accès, des services d'urgence et de sécurité, aux immeubles équipés d'un système de contrôle d'accès ?*

Voir réponse à la question 5.

Les accès par des services d'urgence ou de sécurité pose un autre problème que rencontre déjà certains prestataires : la discontinuité des accès dans l'immeuble et autour de l'immeuble. Le règlement VIGIK n'autorise l'utilisation des centrales labellisées que pour ouvrir les halls (l'objectif étant l'accès aux boîtes aux lettres). Les portes intérieures ne sont donc pas équipées de systèmes VIGIK. Un ascensoriste qui aurait fait la démarche d'acquiescer un système de chargement et un service VIGIK, qui l'aurait implanté chez ses clients, pourrait pénétrer dans l'immeuble, mais ne pourrait accéder à la machinerie avec son badge. Les services d'urgence et de sécurité rencontreront les mêmes problèmes. Il serait souhaitable d'ouvrir VIGIK à tout type de serrures.

Par ailleurs, cette problématique d'accès des services d'urgence aux immeubles équipés de serrures VIGIK, a déjà généré plusieurs types de situations quelquefois critiques. Ainsi, certaines casernes de pompiers sont équipées de systèmes de chargement VIGIK autonomes et en accord avec les bailleurs privés et sociaux de la ville ou du département ont organisés, avec un réseau d'installateurs mandatés par ces mêmes bailleurs, le déploiement de leur code service sur les centrales installées et à venir.

D'autres actions locales ont également débouchées sur l'attribution de codes services VIGIK pour les services de Police.

Dans tous ces exemples, aucune mesure de gestion centralisée ni aucune mesure de sécurisation de la clé privée du système de chargement n'ont été prises. En cas de vol dudit système de chargement, le nouveau détenteur aurait la possibilité d'ouvrir les halls d'immeubles de la ville ou du département.

Enfin, en tant qu'exemple pouvant déboucher sur une situation critique au déploiement du standard VIGIK, on peut citer que la préfecture de Tarn et Garonne a émis une lettre auprès de tous les bailleurs de la région le 25 janvier 2007 précisant son inquiétude quant à l'impossibilité des services de Police, pompiers et SAMU d'accéder aux portails d'entrée ou halls d'immeubles sécurisés à l'aide de systèmes automatiques (dont VIGIK fait partie). Le préfet indiquait : « *je vous serais donc très obligé de réfléchir à ces problèmes et de me proposer des solutions de nature à éliminer ces difficultés* ». Cet exemple reflète l'obscurité dans laquelle se trouve aujourd'hui le « monde VIGIK » par rapport aux acteurs locaux tant utilisateurs qu'institutionnels.



**Question 10.** Quelles autres formes pourrait prendre un référentiel de bonnes pratiques ? à quelle(s) catégorie(s) d'opérateur(s) ou de prestataires de services devrait-il s'appliquer ?

**Question 11.** Quelle(s) catégorie(s) d'opérateurs devrai(en)t éventuellement bénéficier d'un code service unique pour l'ensemble de leur catégorie sous réserve de présenter toutes les garanties requises ?

Même si un opérateur présente toutes les garanties requises, comment un gestionnaire pourrait-il lui interdire d'effectuer des prestations qu'il ne souhaite pas dans son immeuble ? Il n'aura plus la possibilité de dévalider le service lié à la prestation qu'il ne souhaite plus (ou qu'il n'a jamais voulu) puisque ce service n'existera plus en tant que tel.



Norbert MARCHAL  
COGELEC